

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 22 septembre 2022

Informations sociales 206

La protection sociale au cœur de la transition écologique

La transition écologique qui vise à réduire l'impact des actions humaines sur l'environnement est l'un des défis actuels les plus complexes. Le dernier numéro [*d'Informations sociales*](#), en libre accès sur [Cairn](#), dresse un panorama de ses enjeux sociaux, des acteurs impliquées et des leviers possibles en matière de logement, d'énergie, d'alimentation et de mobilité.

Ce numéro *d'Informations sociales* invite à une réflexion sur notre système de protection sociale face à l'enjeu de la transition écologique, dans un contexte de besoins croissants et d'enjeux majeurs en termes de justice et de cohésion sociales.

La protection de la planète et la défense des droits sociaux indissociables de la transition écologique

Les objectifs de développement durable portés par l'ONU et acceptés par les États signataires des Cop (Conférences des parties) sur le climat. Les systèmes de protection sociale auront à jouer un rôle central de prévention globale dans cette transition (lutte contre la précarité énergétique, aide à la reconversion de secteurs économiques, risques sanitaires accrus par les dérèglements climatiques, etc.).

Pour mener à bien la transition écologique, les pouvoirs publics ont un rôle à jouer et une large palette d'outils aux effets redistributifs variés (taxe carbone) et de plus en plus de consommateurs, conscients des impacts environnementaux, adoptent des comportements plus responsables en matière de consommation.

Des populations fragiles plus exposées aux inégalités environnementales

Les populations les plus défavorisées sont aussi plus exposées aux risques environnementaux dans leur lieu de vie et leur profession, ce qui accroît les risques pour leur santé

Les exemples du logement et de la mobilité sont particulièrement symboliques car ils sont marqués par le risque de précarité énergétique : en France, **14% des ménages** souffrent de précarité énergétique dans leur logement. Se chauffer en hiver ou acquérir un véhicule électrique est ainsi plus compliqué pour les ménages précaires, ainsi que pour ceux qui dépendent de la voiture pour se déplacer.

La gratuité des transports en commun est l'une des solutions déjà adoptées par 35 villes en France, avec un impact social et écologique encore peu évaluée. Une meilleure desserte des territoires enclavés peut être ainsi pensée comme une politique sociale porteuse de réduction des inégalités.

[Informations sociales](#) est la revue bimestrielle d'information, d'analyse et de débat, publiée par la Caisse nationale des Allocations familiales, est rédigée par des chercheurs, des experts et des acteurs des questions sociales. Les anciens numéros sont disponibles gratuitement sur le [site de Cairn](#).

À PROPOS

QUI SOMMES-NOUS ?

Depuis 1945, les Allocations familiales sont au service de toutes les familles.

En distribuant des aides financières et en orientant les individus sur leurs droits et les solutions qui s'offrent à eux, elles soutiennent chacun à tous les moments de leur vie. Ainsi, les Caf accompagnent 13,5 millions d'allocataires et couvrent 32,7 millions de Françaises et de Français dont 13,9 millions d'enfants. En accompagnant les acteurs de l'action sociale sur le terrain, les 101 Caisses et leur 3 300 points d'accueil partout en France contribuent à réduire les inégalités sociales et territoriales. Elles apportent à chacun des moyens durables pour s'émanciper et prendre sa place dans la société, dans une démarche de neutralité et de juste droit : ainsi, elle effectue chaque année plus de 33 millions de contrôles.

Par leur action, les Allocations familiales œuvrent à la construction d'une société plus juste, plus solidaire, plus humaine.

Suivez notre actualité sur [Twitter](#) @cna_factus

CONTACT PRESSE

Virginie RAULT - 07 78 95 49 90 - presse@cnafr.fr